

Question orale à M. Karel DE GUCHT, ministre des Affaires étrangères, au sujet du récent référendum en Irlande.

19 juin 2008

Le référendum irlandais de la semaine dernière a confirmé de façon éclatante le refus des peuples d'Europe d'avaliser les manœuvres mondialistes visant à la destruction de notre continent.

Contrairement à ce qu'ont affirmé les médias à la botte du pouvoir (et notamment la RTBF, TF 1 et France 3), le peuple souverain d'Irlande n'a pas dit « non » à l'Europe. Comme le peuple de France, comme le peuple des Pays-Bas, il a dit « non » à la Constitution concoctée par M. Giscard d'Estaing, porte-parole de ses maîtres capitalistes, atlantistes et pro-turcs. Que cette Constitution ait été rebaptisée Traité de Lisbonne ne change rien à l'affaire. Les maîtres de MM. Sarkozy, Barroso et consorts sont les ennemis de nos peuples. Ils ne tiendront pas compte du résultat du référendum irlandais – comme ils n'ont guère tenu compte de la volonté des peuples français et néerlandais. Je le sais. Vous le savez. Nous le savons tous.

Je suis un Européen convaincu. Mon père était Wallon et ma mère est Irlandaise. Les patriotes irlandais de 1916, en lutte contre l'impérialisme, avaient choisi la devise SINN FÉIN, ce qui signifie NOUS-MÊME, c'est-à-dire « la liberté et l'indépendance par nous-même et pour nous-même ». Pour moi, pour mon parti, pour des millions d'hommes et de femmes d'Europe, il est clair que les Irlandais ont voté « pour nous-mêmes », pour notre Europe. Notre Europe, contrairement à celle des technocrates, des politiciens et des banquiers, c'est l'Europe sociale des travailleurs et des producteurs, l'Europe identitaire des peuples et des cultures, l'Europe de la liberté et de la grandeur. Tout le contraire de l'Europe antieuropéenne de Bruxelles et de Strasbourg...

- Quelles leçons allez-vous tirer de ce référendum marquant clairement l'opposition entre le pays réel et la classe politique ?
- La règle de l'unanimité des nations membres de l'U.E. sera-t-elle modifiée afin de permettre la dictature bureaucratique et anti-populaire ?